

COMMISSIE VOOR DE VOLKSGEZONDHEID, HET LEEFMILIEU EN DE
MAATSCHAPPELIJKE HERNIEUWING

van

DINSDAG 14 JULI 2015

Namiddag

Samengevoegde vragen van

- mevrouw Valerie Van Peel aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "het advies van de Raad van State inzake het ontwerp van decreet van de Franse Gemeenschap voor wat betreft de filter voor de studies geneeskunde en tandheelkunde" (nr. 5253)
- mevrouw Catherine Fonck aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de filter voor de studies geneeskunde" (nr. 5260)
- de heer André Frédéric aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de uitreiking van RIZIV-attesten" (nr. 5346)

Valerie Van Peel (N-VA):

Mevrouw de minister, mijn vraag zoals ze oorspronkelijk was opgesteld, is ondertussen, na de hoorzitting over het kadaster, gedateerd. Aangezien vele collega's wilden aansluiten bij mijn vraag en aangezien er nog geen verslag is van de hoorzitting, heb ik mijn vraag evenwel niet ingetrokken.

Ik vat even samen wat ik heb begrepen van uw antwoord op mijn vraag vorige week tijdens de hoorzitting over het kadaster. Als ik het goed begrepen heb, hebt u toen gezegd dat er pas volgend jaar een evaluatie zal komen van de filter die nu is ingesteld door minister Marcourt. Pas na goedkeuring van deze evaluatie in de interministeriële conferentie, kan er een uitspraak worden gedaan over een verdere lissage na 2016, zodat de huidige studenten een RIZIV-nummer kunnen krijgen na het afstuderen, op voorwaarde dat er ook een negatieve lissage komt op de nieuwe quota vanaf 2022. Heb ik dat goed begrepen?

Tijdens de hoorzitting heb ik ook vernomen dat het dynamisch kadaster ondertussen verder geïnterpreteerd wordt, om die nieuwe quota zo correct mogelijk vast te leggen. Ik zag bij de aansluitende vragen ook zaken als rekening houden met buitenlandse studenten die terugkeren naar het buitenland en dergelijke. Ik neem aan dat dit ook wordt opgenomen in de besprekingen.

Heb ik het op deze manier goed samengevat?

Catherine Fonck (cdH):

Madame la présidente, madame la ministre, cela fait un mois que j'ai déposé cette question. Il y avait un accord visant à dire qu'à partir du moment où un filtre très efficace était mis en place au niveau des Communautés, il y avait clairement alors délivrance des numéros INAMI aux médecins et aux dentistes diplômés. Lors de questions parlementaires, vous avez exprimé le fait que vous pensiez que l'avant-projet de décret réalisé au niveau de la Communauté française serait dénoncé par le Conseil d'État et qu'il irait ensuite en recours à la Cour constitutionnelle. En gros, il était bon à jeter à la poubelle.

Maggie De Block, ministre:

Madame Fonck, si vous me citez, faites-le correctement! Je n'ai jamais dit qu'il était bon à jeter à la poubelle.

Catherine Fonck (cdH):

Je ne vous citais pas. Autrement, j'aurais ouvert les guillemets, ce que je n'ai pas fait. Vous n'avez effectivement pas utilisé ces mots. C'est moi qui traduit. Vous avez en tout cas dit qu'il était nul et non avenu.

Quand vous vous êtes exprimée en ce sens, je ne peux imaginer que vos collaborateurs ne savaient pas qu'il y avait déjà eu un arrêt de la Cour constitutionnelle en 2014. Cet arrêt était très clair car il validait la proportionnalité au niveau d'une sélection intervenant en fin de première année de médecine ou de dentisterie. Depuis lors, le temps a passé, et c'est tant mieux. Le décret de la Communauté française est passé en commission et a été voté en plénière au parlement. Il n'y a d'ailleurs reçu aucune critique par rapport aux éléments que vous aviez mis en évidence de la part du Conseil d'État qui, forcément, a fait référence à l'arrêt de la Cour constitutionnelle de 2014. L'application est prévue et programmée pour l'année académique 2015-2016, conformément à l'accord que vous aviez eu entre le fédéral et les entités fédérées.

Madame la ministre, pourriez-vous dès lors me dire où en est le fédéral, puisque les modalités ont été fixées respectivement par chaque Communauté? C'est d'ailleurs de leurs compétences propres. C'est validé sur le plan juridique par les instances que je viens de citer. Pour rappel, il y avait aussi un accord des doyens des facultés de médecine et, donc, des universités. Pour moi, si accord il y a, c'est un contrat. Chacun doit alors respecter sa partie du contrat. Madame la ministre, respecterez-vous la partie de votre contrat, à savoir assurer à chaque médecin ou dentiste diplômé l'octroi d'un numéro INAMI? Pourrez-vous le faire rapidement car, je le rappelle, il faut modifier un arrêté royal? Il s'agit de faire en sorte que les choses soient claires et d'éviter aux étudiants actuels et à ceux qui termineront, dès juin prochain, d'être les dindons de la farce.

André Frédéric (PS):

Madame la présidente, madame la ministre, la discussion sur le cadastre des médecins nous a amenés inévitablement à aborder ce délicat problème. Aujourd'hui, un certain nombre d'étudiants ayant pour projet de poursuivre ou d'entamer des études de médecine ou de dentisterie restent avec leurs interrogations.

Comme ma collègue Mme Fonck vient de le rappeler, vous vous étiez engagée à délivrer des attestations INAMI à tous les étudiants en cours de formation – ou alors je n'ai pas bien compris – pour autant que la Fédération Wallonie-Bruxelles mette en place un système de filtre concernant l'accès.

Maggie De Block, ministre:

Il ne faut pas seulement que ce système existe mais il faut qu'il soit efficace. Si j'ai un téléphone qui ne me permet pas de téléphoner, il n'est pas efficace.

André Frédéric (PS):

Ne jouons pas sur les mots! Si vous avez un téléphone qui ne fonctionne pas, ce n'est pas un téléphone!

Maggie De Block, ministre:

Si le filtre ne fonctionne pas, ce n'est pas un filtre!

André Frédéric (PS):

Il nous faut donc un filtre efficace!

C'est un faux débat. C'est un débat d'intention. Cela signifie que le législateur des entités fédérées aurait pu mettre en place un système qui répondrait à la demande du fédéral mais, partant du principe qu'il ne sera pas efficace, des précautions sont prises.

La Fédération Wallonie-Bruxelles a rempli ses engagements. Les textes ont été soumis au Conseil d'État. Celui-ci a répondu que le système mis en place n'est pas incompatible avec le libre accès à l'enseignement supérieur. Il n'est pas discriminatoire par rapport aux non-résidents. La commission, tout comme le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles ont voté avec une large majorité. Le contrat est donc rempli. C'est, en tout cas, ma vision des choses.

J'ai le sentiment, comme vous l'avez déjà dit lors de notre échange sur le cadastre, qu'il fallait voir d'abord l'efficacité. Je ne comprends pas ce que cela signifie. Je ne suis ni médecin ni professeur d'université. Modestement, je suis instituteur de formation. Dire à l'avance à partir de quel moment un système sera considéré comme efficace me semble difficile. J'aimerais que l'on m'explique ce que cela veut dire.

Avec cette restriction et cette part du chemin que vous semblez ne plus vouloir faire aujourd'hui, il reste des points d'interrogation dans la tête de celles et ceux qui veulent poursuivre des études et qui se demandent si, au terme de celles-ci, elles/ils recevront leur numéro INAMI.

Nous pouvons nous livrer à des jeux sémantiques, mais nous sommes au-delà.

Madame la ministre, confirmez-vous ces informations? Pouvez-vous m'expliquer ce qu'est, à vos yeux, un filtre efficace? Bien entendu, chacun a sa perception des choses.

Maggie De Block, ministre:

Madame la présidente, madame Van Peel, madame Fonck, monsieur Frédéric, je vous remercie pour vos questions relatives au filtre durant les années d'étude de médecine et de dentisterie.

In tegenstelling tot wat u voorhoudt, bestaat er geen contract met de Franse Gemeenschap tot afgifte van opleidingsattesten. Ik heb wel een piste voor een mogelijke oplossing voorgesteld aan uw partijgenoot Marcourt, minister van Onderwijs. Die piste hield een aantal verwachtingen. Een eerste verwachting was dat ik een dynamisch kadaster zou afleveren. We hadden gezegd voor de zomer en het was er in mei 2015. Een tweede verwachting was dat men op een zichtbare wijze de instroom van studenten in de opleiding geneeskunde en tandheelkunde zou beperken, anders konden wij niet tot de nodige ingrepen komen. Ondertussen moest ook nog het overtal van afgestudeerde artsen en tandartsen kunnen worden weggewerkt. Hoe langer het probleem aansleept, hoe groter dat overtal wordt.

Ik wil hier toch twee zaken uiteenzetten. Nogmaals, het is duidelijk dat de afgifte van opleidingsattesten niet mag worden verward met het ter beschikking stellen van RIZIV-nummers. Het RIZIV-nummer is een automatisch gevolg van het eerste en is een administratieve aangelegenheid.

Met toepassing van het tot op heden gevoerde beleid inzake het afleveren van opleidingsattesten volgens de mogelijkheden geboden door de lisageprocedure, die nog doorloopt tot 2018 en waarbij attesten verbonden aan het contingent voor latere jaren vroeger kunnen worden aangewend, zijn er voldoende opleidingsattesten te begeben om ter beschikking te worden gesteld van studenten die afstuderen in 2015 en 2016.

Het koninklijk besluit van 12 juni 2008 betreffende de planning van het medisch aanbod behandelt de federale globale quota tot en met 2020. Het is mijn intentie om de federale quota voor het jaar 2020 ook toe te passen in 2021, dus een verlenging van de quota. Het gaat over 1 230 opleidingsattesten voor het Rijk, waarvan 738 voor de Vlaamse Gemeenschap en 492 voor de Franse Gemeenschap. Dat zal worden opgenomen in een dossier dat wordt voorbereid voor de Ministerraad.

J'ai pu lire l'avis du Conseil d'État concernant le projet de décret de la Communauté française et j'en suis arrivée à la conclusion qu'il cadre avec l'analyse que j'ai partagée

précédemment. Néanmoins, bien que le Conseil d'État ait posé les mêmes questions pertinentes relatives à la violation de la libre circulation concernant les non-résidents, le principe d'égalité et de non-discrimination, il a seulement jugé qu'il convient de fournir plus d'éclaircissements sur un certain nombre de dispositions mais pas que le décret ne pouvait pas être adopté. Les deux remarques que j'ai faites sont les mêmes que celles que l'on retrouve dans l'avis du Conseil d'État. Cela veut dire que mon analyse était pertinente.

Le décret instaure un filtre à la fin de la première année d'études, selon lequel il faut atteindre non seulement 45 points mais aussi un bon classement lors de l'épreuve qui donne accès à la poursuite des études. Le décret sera d'application à partir de l'année académique 2015-2016.

Il ressort des discussions dans le cadre de la Conférence interministérielle publique du 29 juin 2015 que tant le gouvernement fédéral que le gouvernement flamand ont encore un certain nombre de préoccupations en ce qui concerne la solidité juridique du filtre. Je sais qu'il relevait de la compétence de M. le ministre Marcourt d'instaurer le filtre, soit au départ des études de médecine, soit après un an d'études. Cela relève de sa responsabilité. Mais cela ne nous permet pas de voir le résultat de ce filtre avant la fin de la deuxième session de l'année académique 2015-2016. Il a toujours été dit que le filtre proposé devait convaincre tant le niveau fédéral que l'autre Communauté en termes d'efficacité. Il ne pourra pas être évalué avant mi-2016, après la deuxième session de l'année académique 2015-2016, à un moment où il aura été appliqué complètement et effectivement pour la première fois.

Étant donné que le système de lissage actuel permet de délivrer également une attestation pour les étudiants francophones qui terminent leur dernière année d'études l'année académique prochaine, il n'est pas encore nécessaire d'adapter immédiatement et en urgence, comme vous dites, la réglementation fédérale.

Quoi qu'il en soit, il est clair qu'à partir de 2021, pour les étudiants qui en juin-juillet 2015, n'ont pas encore entamé leurs études de médecine, aucune attestation de formation ne pourra et ne sera délivrée à des diplômés en surnombre qui n'entrent pas dans les quotas.

Op de interministeriële conferentie van 29 juni werd de werkgroep Zorgberoepen gelast ook haar werkzaamheden voort te zetten. Gezien het toch wel delicate en ingewikkelde karakter van de materie en gelet op de lopende werkzaamheden van de werkgroep, zal ik daar niet op vooruitlopen.

In alle sereniteit zeg ik dat de werkgroep de kans heeft om haar werk voor te zetten. De voorstellen van de werkgroep moeten een duurzame, structurele en integrale oplossing bieden voor onder andere de aanhoudende te hoge in- en uitstroom van de studenten geneeskunde ten opzichte van de quota, het opgebouwde overtal aan studenten, dat steeds groter wordt en gecompenseerd moet worden – wij mogen dus zeker niet wachten -, de nood aan een geobjectiveerd debat over de vereiste medische *work force* en eventuele knelpuntspecialisaties en de nood tot herziening van de huidige quota.

Eind vorige week hebben we de nieuwe commissie voor Planning opgericht.

La nouvelle Commission de planification a été mise en place vendredi en vue de faire avancer les travaux. Vous savez que la tâche qui lui incombe est immense. Les membres, une fois installés, étaient enthousiasmés par le modèle qu'ils ont reçu.

Wij hebben ook een voorlichting met uitleg gegeven. Er zijn werkgroepen voor alle beroepen geïnstalleerd. Wij zullen dan ook geen tijd verliezen. Ik houd mij aan mijn deel van de afspraken, zoals het installeren van de nieuwe planningscommissie en het afleveren van het dynamisch kadaster. Ik houd mij ook aan het voornemen om het koninklijk besluit te ondertekenen als er een duidelijke daling is van de instroom van studenten in de opleiding en daaruit voortvloeiend een duidelijke daling van het aantal afstuderende studenten.

Ik weet echter ook wat er in het verleden is gebeurd. Ik zal mij dus geen twee keer laten rollen.

Valerie Van Peel (N-VA):

Mevrouw de minister, u hebt gelijk dat u al meer dan uw deel van de afspraken hebt gedaan.

Het feit dat minister Marcourt heeft gekozen voor een filter op het einde van het jaar, waardoor studenten nog maar eens een jaar verliezen, is zijn verantwoordelijkheid. Daar hebben wij op het federale niveau op zichzelf niets over te zeggen. Die filter zal echter ook door de andere gemeenschap moeten worden goedgekeurd en minister Marcourt zal dus ook die gemeenschap moeten overtuigen. Dat is vandaag niet het geval.

Waarom is dat zo belangrijk? Dat is omdat er al 18 jaar een onevenwicht is gecreëerd door onwil bij de Franse Gemeenschap. Collega's Fonck en Frédéric, het contract werd 18 jaar geleden gesloten op het federale niveau. Toen werd de contingentering ingevoerd. Er is een partner, welke het contract al 18 jaar lang niet uitvoert. Het is de Franse Gemeenschap, die eerst aan haar verplichtingen zal moeten voldoen, anders dreigt er, zoals u zei, mevrouw de minister, tegen 2018 al een overschot te zijn van meer dan 2 800 afgestudeerden. Dat is nu al het geval. Dat zal sowieso moeten worden afbetaald.

Het minimum wat wij nu kunnen vragen, is dat er ten minste een effectieve filter komt. Wij nemen onze verantwoordelijkheid op het federale niveau, en zelfs meer dan dat, maar de verantwoordelijkheid moet nu eindelijk eens worden gelegd waar zij echt moet liggen, namelijk bij minister Marcourt en niet hier. Zo duidelijk is het.

Catherine Fonck (cdH):

Madame la ministre, à titre personnel, j'étais en faveur d'une sélection préalable à la première année. Le fait est qu'un accord, au demeurant très large, a été conclu avec les universités pour organiser une sélection en fin de première année. Cela ne diminue en rien son efficacité.

Ensuite, quand, alors qu'un arrêt très clair de la Cour constitutionnelle a été rendu en 2014, certains en viennent encore à remettre en question la validité et la solidité juridique du dispositif, c'est à ne plus rien y comprendre. La Cour constitutionnelle est on ne peut plus explicite quant à la proportionnalité. De plus, elle a rendu un arrêt extrêmement consistant.

Lorsque j'entends s'exprimer certains membres de la Communauté flamande, j'aimerais leur dire deux choses. D'abord, durant toutes ces années, un surplus a été également enregistré au sein de leur Communauté. Donc, arrêtez, s'il vous plaît, de jouer aux chevaliers blancs! Ensuite, tandis que la Communauté française a déterminé un *numerus fixus*, un quota précis d'étudiants, j'observe que la Communauté flamande s'est certes engagée à réformer et à renforcer son examen d'entrée, mais sans pour autant mettre en place de *numerus fixus*. En ce domaine encore, nous n'avons pas de leçon à recevoir!

Madame la ministre, tous les éléments sont réunis pour que vous respectiez l'engagement que vous aviez pris. Vous aviez en effet promis que les diplômés issus d'une sélection fixe bénéficient d'un numéro INAMI. Certes, différents aspects doivent encore être discutés – je pense en particulier au lissage –, mais cela ne peut en aucun cas reporter l'entrée en vigueur de l'arrêté royal, qui est indispensable. Si vous ne le prenez pas, cela revient à dire que vous continuez à suspendre une épée de Damoclès sur la tête de tous les étudiants qui seront diplômés en 2016 et les années suivantes. Cela revient à jouer avec les étudiants qui sont actuellement en fin de parcours et avec ceux qui commencent leur cursus.

Enfin, madame la ministre, je vais vous dire quelque chose que je n'ai jamais dit ni même pensé jusqu'à présent. À ce stade-ci, j'ai le regret de devoir constater que, dans ce dossier, vous vous comportez plus comme une politique flamande que comme une ministre fédérale de la Santé.

Maggie De Block, ministre:

Ce que vous dites est véritablement scandaleux!

Catherine Fonck (cdH):

Cibler uniquement la Communauté française alors que je viens de rappeler ce qu'il en est pour la Communauté flamande est inadmissible, comme est tout aussi inadmissible la sélection qui sera opérée, dès l'année prochaine. Je pense ici en particulier aux étudiants, aux médecins et aux dentistes qui seront diplômés l'an prochain.

André Frédéric (PS):

Madame la présidente, j'ai le sentiment que l'on fait un peu de ce dossier INAMI un problème communautaire. Cette impression est partagée par d'aucuns. Peut-être n'est-elle pas fondée. Mais il n'empêche que j'en suis de plus en plus convaincu, et si

tel est réellement le cas, je le regrette. Mme la ministre peut s'en défendre, mais tel est, en tout cas, mon sentiment.

Selon moi, les entités fédérées ont leurs responsabilités dans toute une série de matières. Elles prennent leurs responsabilités. Elles arrêtent des décisions. Elles portent des textes. Elles remplissent leurs engagements. Mais à chaque exigence supplémentaire, on assiste à un recul, de façon à ne jamais se rencontrer, ce qui est dommage. En effet, pour ma part, je suis plus favorable à la rencontre et au dialogue qu'à l'opposition systématique bête et méchante.

Minister Maggie De Block:

Ik vind dat men de zaken niet op hun kop moet zetten.

Madame Fonck, je pense que vous souffrez de troubles de la mémoire. En octobre, quand j'ai commencé à travailler dans ce domaine, les étudiants étaient en détresse parce qu'il n'y avait plus de solution pour leur numéro INAMI. Je les ai reçus, ainsi que les doyens, les médecins, et toutes les personnes qu'il fallait recevoir.

Ik heb dan een voorstel gedaan aan de ministers Marcourt en Crevits, om een oplossing te vinden, niet alleen aan Franstalige, maar ook aan Nederlandstalige zijde, voor het overtal studenten tandarts en arts. Die oplossing is eind november na veel ander overleg en heel veel concertaties – de heer Marcourt is zelfs tot bij zijn Franse collega gegaan – door minister Marcourt aanvaard. Ik vind dat een goede zaak.

Mevrouw Crevits heeft toen beloofd om de toegangsproof te herbekijken, omdat zij te maken kreeg met een aantal beroepen, waardoor het aantal geslaagde studenten, na een aantal rechtszaken, verhoogd is. Zij heeft dat ook meteen gedaan en heeft een andere soort ondervraging doorgevoerd, van 40 naar 60 vragen, bijvoorbeeld. Ik heb begrepen dat ook bij haar het werk nog niet gedaan is. Zij zal voort maatregelen nemen, zodat er inderdaad een duidelijke filter is bij het begin van de studies.

De heer Marcourt heeft gekozen voor een filter op het einde van de studies. Ik neem daar akte van. Het is zijn goed recht om die beslissing te nemen, maar voor zowel de Vlaamse regering als de federale regering zijn er toch nog zaken, die niet overtuigend zijn. Daardoor is er ook geen consensus tot stand gekomen in de interministeriële conferentie. Vandaar dat de kwestie naar de werkgroepen is gedelegeerd, die eraan voort moeten werken.

Vous dites que des problèmes se posaient pour les étudiants. C'est vrai, il y a eu de gros problèmes pendant des années. C'est moi qui ai développé une piste. J'ai dit dès le début que les étudiants et leur entourage n'étaient pas responsables des difficultés dans lesquelles ils se trouvaient.

Wat zijn de echte problemen? Daarover zou u bezorgd moeten zijn, mevrouw Fonck. Het echte probleem is dat door het overtal studenten aan Franstalige zijde, zowel in de richting Tandarts en Arts als in de richting Dierenarts, de kwaliteit van de vorming en van de stages niet meer kan worden gewaarborgd.

Zelfs al krijgen de afgestudeerden een nummer van het RIZIV, zullen ze hun brood niet meer kunnen verdienen en zullen ze moeten uitwijken. In Noord-Frankrijk zit het al vol met Belgische dierenartsen. Ze zullen moeten uitzwermen naar andere landen om nog hun brood te kunnen verdienen. Het is een grote bezorgdheid, niet alleen van mij, maar ook van de decanen, dat de kwaliteit van de vorming, van de stages en van praktische opleiding niet meer kan gegarandeerd worden. Zoals u weet, bestaat de opleiding van tandartsen voor de helft uit een praktische opleiding.

Die opleidingen moeten ter beschikking zijn. Dan zullen de afgestudeerde artsen en tandartsen er inderdaad zeker van zijn dat ze stages in de ziekenhuizen kunnen krijgen - de subquota zijn een gemeenschapsbevoegdheid - en dat ze hun droomberoep kunnen uitoefenen.

Dat is mijn bezorgdheid, niets meer en niets minder. Het is al bijna 20 jaar een communautair dossier en dat zal het ook altijd blijven. De overschotten moeten gecompenseerd worden. Dat is de afspraak die in de Vlaamse regering is gemaakt en ook in de federale regering.

La présidente:

Le dernier mot étant réservé aux parlementaires, je vous accorde trente secondes. Il s'agit de questions orales et non d'un débat ouvert. Il n'y a pas de proportionnalité. Demandez à ce que le Règlement de la Chambre soit modifié si cela ne vous convient pas!

Valerie Van Peel (N-VA):

Mevrouw de voorzitter, ik zal het echt heel kort houden. Ik ben zeer blij met het tweede antwoord van de minister en ik volg haar daarin ook. Het moet maar eens gedaan zijn met het doorschuiven van de zwartepiet naar haar terwijl zij net een oplossing heeft aangereikt voor een probleem dat men ook gewoon ongemoeid had kunnen laten zodat men zelf moest opdraaien voor de problemen die men zelf zo lang heeft laten aanslepen, mevrouw Fonck.

Mijnheer Frédéric, als u geen communautair dossier wil, moet u er zelf geen creëren want dit is in deze echt gebeurd langs uw kant, op geen enkele andere manier.

Catherine Fonck (cdH):

Madame la ministre, ma mémoire fonctionne bien! Voilà des années que je déplore la situation! J'avais d'ailleurs présenté des pistes de solution en commission et voilà des années que je trouve scandaleux de voir des numéros INAMI distribués à des médecins ou des dentistes européens non belges, alors même que les nôtres sont sanctionnés.

Plutôt que de jouer au ping-pong sur le dos des étudiants, ce que j'attends, c'est que les ministres en charge, à chaque niveau de pouvoir, trouvent une solution et

verrouillent une décision et que chacun respecte l'engagement qu'il a pris. Je constate que certains l'ont fait, d'autres non!

Sur le volet de la qualité de la formation, évidemment, par rapport à une sélection de fin de première année, un cursus de 6+3 ou de 6+6 rend possibles des auditoires et des stages effectués par un nombre raisonnable d'étudiants. En effet, c'est un enjeu majeur et sur lequel il importe de continuer à avancer ensemble.

André Frédéric (PS):

Madame la présidente, je remercie Mme la ministre pour sa réponse.

La présidente:

Si nous voulons continuer à discuter de ce sujet, nous tenterons de le faire de manière plus séquencée, comme nous l'avons fait pour le cadastre. Mais c'est peut-être l'entièreté du système qu'il faut changer dans la régulation de l'offre de soins.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.